



Lundi 8 juin 2026

Protection des enfants : ce n'est pas la priorité du gouvernement

Suite au terrible meurtre de Lyhanna, 11 ans, des marches et rassemblements ont lieu pour soutenir sa famille et ses proches, et rappeler la réalité des violences contre les enfants.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les ans. Huit victimes sur dix sont des filles, et la quasi-totalité des agresseurs sont des hommes : ces actes sont une manifestation de la violence du patriarcat.

La récupération sordide et coupable de la droite et de l'extrême droite

Loin d'apporter une réponse systémique, la droite et l'extrême droite répondent comme toujours avec leur discours sur le prétendu « laxisme » de la justice.

Ces politiciens portent pourtant une part de responsabilité, quand ils soutiennent toutes les coupes budgétaires dans les services sociaux, là où précisément les victimes peuvent être écoutées et accompagnées. Ils ne jurent que par l'école privée, où on ne compte plus le nombre d'affaires de pédocriminalité. Et ils s'opposent fermement à la tenue des séances d'éducation à la vie affective dans les écoles, et d'éducation à la sexualité chez les adolescents... qui permettent justement d'apprendre aux enfants à dénoncer des comportements problématiques.

Le gouvernement et la police ont manifestement mieux à faire

Le ministre Darmanin – lui-même accusé de viols – a présenté ses excuses au nom du gouvernement pour les manquements qui ont mené à la mort de Lyhanna.

Les procureurs lui ont répondu en rappelant l'avoir alerté depuis longtemps sur les délais de traitement des plaintes, car leur ministre leur demande de traiter en priorité les affaires de narcotrafic. La police et la justice sont bien plus rapides quand il s'agit de juger en comparution immédiate des jeunes de quartiers populaires pour des petits larcins... ou de convoquer des syndicalistes et des militants qui ont critiqué trop fort le pouvoir !

Des mesures choc sont prises lorsque des affaires éclatent, mais elles sont aussi inefficaces que spectaculaires. Après le scandale des violences dans le périscolaire à Paris, la mairie a suspendu 78 animateurs et animatrices... dont 43 pour des motifs qui n'ont pas de rapport. Elle ne répond pas aux

problèmes réels : les sous-effectifs dans les écoles, où un adulte peut se retrouver à encadrer seul un groupe d'enfants, alors qu'il en faudrait toujours au moins deux, le recrutement de vacataires (10 000 sur les 15 000 animateurs de la ville) sans formation...

Une question d'ampleur et de fond

Les responsables politiques de gauche disent aussi, à leur manière, que la justice n'a pas assez de moyens. Mais c'est d'abord la prévention qui est sous dotée : la répression, elle, n'empêche pas les violences de se produire...

Beaucoup des préconisations rendues en 2023 par la Commission indépendante sur les violences faites aux enfants (Ciivise) pour mieux détecter les cas et accompagner les victimes, ont été rangées dans un tiroir... Après des décennies de suppressions de postes et de baisse des moyens dans les services publics, les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Cette société est incapable de prévenir l'ensemble des violences faites aux enfants : en 2025, au moins vingt-six mineurs sans domicile fixe sont morts dans la rue, dont quatorze de moins de 4 ans, et au moins cinq adolescents en stage ou en apprentissage ont été tués dans des accidents du travail, puis déjà quatre en 2026.

La raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Reculer pour mieux attaquer

Le passage à une équipe semble reporté. De combien de semaine ? Avec quel horaire ? Comment seront répartis les postes ? La direction ne dit rien mais continue d'aiguiser ses couteaux. Elle ne nous fera aucun cadeau. Profitons-en : ça nous laisse plus de temps pour mieux s'organiser pour lutter contre ses attaques.

Le compte n'est vraiment pas bon

Pour 2028, après la fin de la Mokka, la direction annonce 40 salariés pour la casse automobile, 120 au maximum sur la nouvelle ligne Moteur. Avec les 200 salariés qu'elle prétend vouloir garder à l'Emboutissage et les 11 pour les pièces de rechange du Ferrage, ça fait en tout moins de 400 emplois. On est 2 000 aujourd'hui, les 1 600 autres, ils deviennent quoi ?

Pour avoir un avenir, il nous faudra nous mobiliser pour imposer à la direction des garanties sur l'emploi, le maintien des salaires, de vraies formations, des indemnités de licenciement et prétraitements correctes...

Un décor de cinéma

La ligne Moteur transférée de Vesoul à Poissy peut être déménagée à nouveau en quelques jours. La casse auto commencera au B1, un bâtiment destiné à être détruit pour faire une spéculation immobilière, ensuite la direction affirme qu'elle sera déménagée.

Bref, rien de fiable. Pour ne pas faire de vagues jusqu'aux présidentielles de mai 2027, la direction fait du cinéma pour faire croire que le site ne fermera pas.

Attention aux arnaques !

Les salariés de la casse auto garderont leur statut Stellantis avec la convention de la métallurgie, mais la direction n'exclut pas ensuite de les faire passer à une autre convention plus désavantageuse celle du commerce. On connaît le piège : tu commences camionneur Stellantis en métallurgie, tu finis dehors avec 1 000 € mensuels en moins chez Ifast en convention transport.

Ambiance Titanic

Mardi, Montage, Habillage Caisse, c'était le déluge. L'eau de pluie dégoulinait de partout. Le patron laisse l'usine sombrer depuis des années. Et on veut nous faire croire que ça va durer jusqu'en 2050 ? Avec le réchauffement climatique, elle espère peut-être des sécheresses généralisées dans le futur.

Stellantis Mulhouse : silence radio sur les effectifs

Filosa le patron du groupe prévoit 400 millions pour Stellantis Mulhouse pour faire 3 nouveaux véhicules à partir de 2029. La production ne va pas s'arrêter comme à Poissy mais que cachent ces 400 millions ? On ne connaît ni les volumes de production, ni les effectifs nécessaires. Actuellement il y a 2 demi-équipes à Mulhouse, que vont faire les 4 500 salariés pendant 2 ans et demi en attendant 2029 ?

Manigances dans le dos des travailleurs

Le coup de pub des investissements à Stellantis Mulhouse a aiguisé l'égoïsme de Macron. Le 26 mai, il a grillé la politesse à Antonio Filosa en claironnant publiquement la nouvelle secrète, une semaine avant le patron, devant des chefs d'entreprise invités à l'Élysée. Stellantis démentant l'info dans la foulée, pour finalement cracher le morceau le 2 juin : avec un show de Filosa flanqué de deux ministres à Mulhouse.

Pendant une semaine, les travailleurs de Mulhouse étaient en colère contre ce cirque médiatique entre politiciens et patrons au sujet de leur avenir.

Le business avant tout

À chaque fois, les investissements sont pour robotiser la production automobile. En Italie, en avril, la direction a annoncé qu'elle fabriquerait à Pomigliano près de Naples en 2028 une petite voiture électrique (Citroën 2 CV à 15 000 €) mais en même temps elle y supprime déjà plus de 300 postes.

À Pomigliano ou à Mulhouse les investissements servent à faire un maximum d'argent pour les actionnaires, pas pour que les salariés gardent leurs emplois.

Bourgeois-casseur de 57 ans, mais que fait la police ?

Le soir de la victoire du PSG, Karl Olive le député de Poissy est monté sur le capot d'une voiture. Il est pourtant le premier à revendiquer plus de fermeté contre les débordements et les délinquants. Pas de quoi rassurer les habitants de Poissy s'il arrive à installer le stade du PSG de 90 000 places à Poissy sur les terrains de notre usine.

Faire le buzz autour de sa petite personne, pour lui c'est l'essentiel : il fête son début de campagne législative plus que la victoire au foot.

Le Bibendum roule (sur) tous les salariés

Après avoir fermé ses usines de Vannes et Cholet (1 300 salariés) en 2025. Malgré ses 1,9 milliards de profit en 2025, Michelin veut maintenant supprimer 1 500 emplois chez ses ingénieurs et cadres en France, surtout à Clermont-Ferrand. Michelin, comme Stellantis et d'autres, s'en prennent à tous les salariés (intérimaires, CDI, ouvriers, techniciens, cadres, ingénieurs) : une leçon à retenir.

La seule manière d'arrêter ces patrons voyous, c'est la solidarité entre salariés.

Renault : non à la fermeture du site d'ingénierie !

La direction de Renault annonce que le centre d'ingénierie pour utilitaires de Villiers-Saint-Frédéric fermera en 2027, avec transferts imposés dès le mois d'octobre. Douche froide pour les 500 salariés Renault et les 300 sous-traitants qui y travaillent,

Renault prétend la vieillesse du site et les travaux de mise en conformité éco-énergie trop coûteux : comme si l'entreprise n'avait pas les moyens de payer.